

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU JURA

VILLE D'ARBOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNER

Le Maire

VU La demande de la société SAILLARD demande par laquelle elle sollicite l'autorisation **de stationnement devant le 22 bis Grande Rue**, sur le territoire de la commune d'Arbois, en agglomération.

VU Le Code de La Route,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour le bon déroulement de travaux de voirie au **22 bis Grande Rue**, il est nécessaire **d'interdire la circulation des véhicules légers devant le 22 bis Grande Rue**.

ARRETE

Article 1 : Autorisation :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : **mise en place de plusieurs véhicules sur la chaussée devant le 22 bis Grande Rue**.

Le stationnement sera interdit du n° 8 au n° 16 Grande rue afin de faciliter la circulation des véhicules.

Le demandeur s'engage à sécuriser le chantier et à ne pas bloquer une voie de circulation.

Article 2 : Date des travaux

L'autorisation de stationner est valable le **jeudi 4 juin 2026**.

Une déviation sera mis en place par les services techniques de la ville :

- **Avenue Delort**
- **Rue Traversière**
- **Rue du Château Pecault**
- **Rues des fossés**

Une alternance de circulation sera mise en place pour les véhicules de gros gabarit, sous la gestion de la police municipale.

Article 3 : Responsabilité :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation du déménagement.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux dégradations, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Validité, renouvellement, remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation du domaine public le **jeudi 4 juin 2026**.

Une signalisation réglementaire posée par le demandeur, portera ses dispositions à la connaissance des usagers.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 5 : Exécution et ampliation :

La Police Municipale, la Gendarmerie Nationale seront chargées de faire respecter les dispositions du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- La Brigade de Gendarmerie
- La Police Municipale
- Les Services Techniques
- Société SAILLARD



Arbois, le 2 juin 2026

Le Maire

Valérie DEPIERRE

A large, stylized handwritten signature in black ink, overlapping the printed name 'Valérie DEPIERRE'.